



## **L'obtention d'une première formation qualifiante chez les jeunes de moins de 20 ans**

Mémoire au Conseil supérieur de l'éducation

*Dans le cadre de la consultation pour l'élaboration du rapport 2012  
sur l'état et les besoins de l'éducation*

16 décembre 2011

[www.cacjeq.ca](http://www.cacjeq.ca)

Le Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec est un regroupement volontaire de douze carrefours jeunesse-emploi, qui a vu le jour en 2006. Nos membres se déploient dans 4 régions du Québec soit la Gaspésie, les Chaudière-Appalaches, Montréal et l'Outaouais. Ensemble, nous couvrons des territoires qui totalisent 26 620 km<sup>2</sup> et un bassin de 240 723 jeunes de 16-35 ans.

Notre mission est de créer un espace dynamique de réflexion et d'action pour concevoir et promouvoir des pratiques originales au service des jeunes adultes âgés de 16 à 35 ans. En s'appuyant sur nos façons de faire et nos valeurs, nous avons le désir d'inspirer les organisations d'ici et d'ailleurs pour développer le plein potentiel des jeunes.

Profondément ancré dans son milieu, chacun de nos membres a développé une offre de services diversifiée afin de répondre aux besoins spécifiques des jeunes adultes de sa communauté.

### **Philosophie d'intervention d'un Carrefour jeunesse emploi**

Un Carrefour jeunesse emploi (CJE) est un organisme communautaire qui se veut un lieu d'accueil, d'aide et de valorisation. Chez nous, on considère les jeunes adultes dans leur globalité, afin de favoriser le développement de leur autonomie et de leur potentiel, dans le respect de leur dignité humaine. On y accepte les jeunes sur une base volontaire, gratuitement et sans aucune forme de discrimination eu égard à la source de revenu, à l'état civil, à la race ou à la religion.

Spécialement pensés pour les jeunes adultes, les Carrefour jeunesse emploi répondent à leurs besoins d'intégration dans la communauté, par le biais de l'insertion sociale et économique. Il s'agit de regrouper sous un même toit des services intégrés qui ont comme objectif d'améliorer les conditions de vie des jeunes adultes âgés de 16 à 35 ans.

Les équipes d'intervention des Carrefour jeunesse emploi considèrent que l'obtention d'un diplôme, que l'accès à un emploi rémunéré ou que la création de son propre travail restent encore les meilleurs moyens de s'insérer dans la vie sociale, de demeurer en santé, de se créer un réseau de relations, d'avoir un statut et de se projeter dans l'avenir. En d'autres mots, ce sont les meilleurs moyens de prévenir ou régler des problèmes sociaux par l'insertion sociale et économique des jeunes adultes.

### **Avis au Conseil supérieur de l'éducation dans le cadre de la consultation du Comité du rapport sur l'état et les besoins de l'éducation.**

Par ce mémoire, le Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec désire partager ses préoccupations à l'égard de la formation qualifiante chez les jeunes de moins de 20 ans. En tant que praticiens, nous observons chaque jour les conséquences de la non-qualification, ainsi que les obstacles que rencontrent les jeunes à l'aube de la vingtaine.

Il est clair que l'éducation, la formation et l'acquisition de connaissances sont des clés essentielles pour former des citoyens engagés et pour décrocher des emplois durables et de qualité. Il est clair aussi que ce type d'emploi est l'un des principaux facteurs d'une véritable insertion sociale et économique. Voilà les deux constats qui guideront notre analyse.

---

## 5.1 La reconnaissance de certains programmes de formation qualifiante

---

Il est très difficile de poser un jugement catégorique sur les programmes ciblés (CFPT, CFMS, CFER). Selon certains de nos intervenants, les résultats varient selon les écoles, les professeurs et même les jeunes.

À leurs yeux, ces programmes peuvent être très efficaces, à deux conditions : premièrement, si les formations sont bien structurées et bien encadrées par des professeurs qualifiés et pédagogues; deuxièmement, si les programmes offrent des stages branchés sur le marché du travail et bien supervisés.

À ces conditions, ils peuvent donner une réelle chance à des jeunes qui ont des difficultés d'apprentissage et qui n'ont pas accès au DES ou au DEP, du moins sans rattrapage préalable. Sinon, on constate malheureusement qu'ils se résument à des activités «occupationnelles», où les jeunes se sentent plus ou moins coincés sur une voie de garage.

Selon ces intervenants, le plus important est de bien évaluer les capacités de chaque jeune, que les critères de base soient réunis ou non (âge et niveau scolaire réussi au préalable). Ces programmes sont officiellement destinés à des jeunes ayant cumulé du retard académique, étant aux prises avec des difficultés, ou ayant des problèmes de comportement. Nous sommes conscients que pour la majorité d'entre eux, il s'agit de la seule avenue possible pour décrocher une formation.

Cependant, on constate que certains jeunes s'y retrouvent après avoir vécu une série de piètres performances et d'échecs découlant de situations familiales ou personnelles difficiles. Sans une évaluation fine, ces jeunes risquent d'être mal orientés, sans espoir de faire un parcours académique complet, et ce, même s'ils en ont la capacité. Or, on sait que les voies de passage pour revenir au système régulier sont assez tortueuses.

Donc, avec un bon dépistage, de l'aide et un accompagnement approprié, ces jeunes en difficulté peuvent réussir. Malheureusement, l'école leur offre très peu de support, actuellement. Nous aimerions ajouter que l'école doit aussi soutenir les enseignants qui se dévouent auprès de ces jeunes. Ils font un travail exigeant qui demande un réel feu sacré. Il est essentiel de le nourrir pour qu'ils puissent persévérer et donner leur plein rendement. Une approche d'intervention conjointe, école-CJE, pourrait être profitable pour assurer ce soutien ainsi que le maintien en formation.

D'un autre côté, il faut évaluer attentivement les contenus offerts par ces programmes, pour mettre de l'avant ce qui fonctionne bien. Il faut aussi donner les moyens pour que ces avenues offrent des formations significatives, qualifiantes et reconnues.

Ce dernier point est majeur pour la reconnaissance sociale des jeunes. En plus de renforcer la qualité, il faut valoriser ces programmes. En effet, les enseignants et les élèves participants à ces programmes subissent et perpétuent le préjugé voulant que cette formation en soit une de «second ordre».

En parallèle, il faut absolument publiciser ces programmes auprès des employeurs, car ces derniers ne les connaissent pratiquement pas. Nous devrions les mettre en valeur par une campagne publique de promotion ou par le biais des Chambres de commerce ou des services aux entreprises des CLE.

Finalement, il serait aussi très pertinent de favoriser des liens entre les participants de ces programmes ciblés et les CJE (par le biais d'IDEO, entre autres), car ces jeunes se retrouveront rapidement sur le marché du travail.

---

## 5.2 Une accessibilité plus grande au diplôme d'études secondaires

---

En principe, nous sommes d'accord pour offrir un curriculum plus diversifié aux jeunes du secondaire, sans toutefois niveler le niveau de connaissances vers le bas. Cependant, peut-être que la question n'est pas de savoir si le curriculum du 2<sup>e</sup> cycle du secondaire est suffisant, mais si les approches éducatives sont appropriées pour stimuler la motivation des jeunes.

Dans nos organisations communautaires, nous sommes confrontés jour après jour à ces mêmes questions. Nous n'avons pas de solution magique mais, chose certaine, nous sommes constamment en train d'inventer des approches d'interventions diversifiées et créatives pour capter l'attention des jeunes.

Nous voudrions attirer l'attention sur un article tiré de la revue Vie pédagogique <sup>1</sup> qui traite de la perception, de la motivation et de l'apprentissage chez des élèves faibles au secondaire. Selon les auteures, « (...) il revient aux adultes, professionnels de l'éducation, de découvrir ce qui empêche certains jeunes de progresser dans leurs apprentissages. Certes, les espoirs de réussite doivent tenir compte de la capacité intellectuelle de chacun, et les écarts sont grands dans une classe d'élèves en difficulté, mais il faut viser à amener chacun à exploiter au maximum son potentiel. La mise en place d'activités pédagogiques susceptibles de favoriser une reprise de motivation chez les élèves démotivés s'avère alors essentielle à la relance de leur processus d'apprentissage scolaire».

Nombre d'écoles et d'organismes communautaires ont d'ailleurs su développer des approches pédagogiques particulières ces dernières années. Celles-ci s'appuient sur le sport, l'art, la science, l'informatique, l'entrepreneuriat ou la découverte du monde pour soutenir l'apprentissage. Elles ont généralement de très bons succès.

Malheureusement, ces stratégies sont trop souvent réservées aux jeunes qui ont de la facilité en classe<sup>2</sup>. Pourtant, nous croyons que ces approches particulières devraient être utilisées en priorité avec ceux qui ont de la difficulté avec l'enseignement traditionnel, car elles ont un puissant effet sur la motivation.

Sans sacrifier une formation de base solide, nous croyons qu'il faut proposer des méthodes d'apprentissage qui donnent du sens aux activités éducatives proposées aux

---

<sup>1</sup> La perception, la motivation et l'apprentissage chez des élèves faibles au secondaire : La lecture d'un quotidien, Ginette Plessis-Bélair, Noëlle Sorin et Katya Pelletier dans Vie pédagogique, Site Internet, no 139 Avril • Mai 2006

<sup>2</sup> Ces jeunes finissent par former une sorte d'élite au sein de l'école. Quand on sait que les élèves du régulier qui les côtoient se considèrent «poches» comparés à eux, imaginons comment se sentent les jeunes des CFPT, CFMS et CFER!

jeunes. Cela peut sembler exigeant pour les professeurs, surtout s'ils n'ont pas été préparés en conséquence pendant leurs études. Il faudrait peut-être créer des passerelles entre l'école et le milieu communautaire pour soutenir des expériences conjointes et favoriser la complémentarité.

---

### 5.3 La création d'une filière de formation professionnelle au secteur des jeunes du secondaire

---

Cette solution peut certainement être intéressante. Cela pourrait être une bonne façon de valoriser la formation professionnelle aux yeux des jeunes. Selon nous, tout modèle qui instaurerait des passerelles entre le DES et le DEP, comme il en existe entre le DEP et le DEC, serait à considérer.

De plus, cette option (DES-DEP) devrait intéresser plusieurs parents et étudiants par le fait de permettre la double diplomation. Elle rendrait peut-être la formation professionnelle plus attrayante, compte-tenu de la croyance générale qui veut que le DEP s'adresse seulement à ceux qui réussissent moins bien.

Certaines écoles ont créé un cours de PPO (projet personnel d'orientation) spécialement conçu pour l'exploration des métiers professionnels et techniques. C'est une bonne idée, qui devrait même être un préalable si l'on crée une filière de double qualification (DEP-DES). Autrement, il y a plus de risques de décrochage et de changements de programme fréquents.

Dans un autre registre, il y aurait aussi lieu de réviser les critères de sélection utilisés dans les Centres de formation professionnelle pour l'inscription au DEP. Ces critères semblent favoriser les candidats adultes. Au-delà des préalables fonctionnels, certaines écoles utilisent des tests (personnalité, intérêts et aptitudes) afin de sélectionner leur clientèle. Le candidat adulte est possiblement avantagé par rapport à un candidat de 15-19 ans, à cause de l'expérience acquise sur le marché du travail.

De plus, selon certains témoignages, il semblerait qu'un autre facteur influence l'accès des jeunes à la formation professionnelle. Comme les Centres sont financés à la sanction, il est tentant de sélectionner les meilleurs candidats pour éviter un taux d'abandon élevé. À cet égard, les jeunes ont mauvaise réputation. Il existe donc un risque que les enseignants hésitent à les accepter ou les éliminent rapidement en début de parcours, s'ils traînent de la patte. On pourrait parler ici de pratiques organisationnelles tacites qui ont un effet discriminant.

Malgré les aspects positifs de la création d'une nouvelle filière, nous avons certaines interrogations. Est-ce que cette double diplomation [DES-DEP] serait accessible à tous les jeunes ou seulement aux plus doués ? Est-ce qu'il n'y aurait pas des moyens de stimuler plus tôt l'intérêt des jeunes pour la formation technique et professionnelle ?

Dans cette optique, nous pensons qu'il faudrait intégrer des activités manuelles dès le primaire. Les jeunes auraient ainsi la chance de développer leurs habiletés manuelles en même temps que leurs habiletés intellectuelles. Ce serait une source de valorisation, de

motivation et de réussite pour plusieurs d'entre eux. De plus, cela permettrait de diversifier les styles d'apprentissage pour s'adapter à tous les types d'intelligence.

Les parents auraient alors la possibilité de découvrir les talents multiples de leurs enfants. Cette voie de qualification deviendrait partie prenante du parcours scolaire dès le début et aurait autant de valeur que la formation intellectuelle aux yeux des enseignants, des parents et des enfants.

---

#### **5.4 Un accès accru des jeunes de moins de 20 ans à des voies de qualification offertes en entreprise**

---

À première vue, une plus grande utilisation du programme d'apprentissage en milieu de travail peut sembler fort intéressante, car elle est directement reliée au marché du travail. Cette formation pourrait certainement attirer les jeunes qui ont besoin d'avoir les deux pieds bien ancrés dans la réalité.

Voici les questions qui nous viennent à l'esprit en lisant cette section :

- Avons-nous en main des études d'évaluation sur l'efficacité de ces programmes au Québec?
- Le monde scolaire est-il ouvert à cette possibilité ? Voit-il d'un bon œil l'idée de partager son rôle d'éducation, de formation et de diplomation avec les entreprises?
- Les entreprises sont-elles ouvertes? Sont-elles prêtes à investir temps et argent dans la formation de leur personnel? Nous savons que les entreprises québécoises n'ont pas encore développé une grande culture de la formation, si on les compare à celles de l'Allemagne et des pays scandinaves.

Il est bien évident qu'il faudra établir un nouveau partenariat entre le secteur de l'éducation et celui de la main d'œuvre. Compte-tenu de notre expérience, nous pensons qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir à ce chapitre. Il faudra une volonté forte de chaque secteur pour y arriver.

Les CJE ont beaucoup à offrir sur ce plan, car ils ont beaucoup travaillé à établir des ponts avec les entreprises ces dernières années, dans le cadre de leurs différentes stratégies de recherche d'emploi. Pensons aux stages, au mentorat, à l'éducation financière, à l'entrepreneuriat ou à l'organisation de Salon de l'emploi pour les jeunes.

---

#### **5.5 Une synergie d'action à intensifier entre les acteurs du milieu communautaire, du milieu de l'éducation et du marché du travail**

---

Tout le monde s'accorde pour dire que la réussite éducative de nos jeunes n'est pas l'affaire d'une seule institution. Toute la société a un rôle à jouer. La mobilisation des instances régionales et des communautés locales est au cœur de toutes les stratégies actuelles pour encourager la persévérance scolaire et la réussite éducative au Québec. La Stratégie d'action jeunesse et le projet Réunir réussir (R<sup>2</sup>) en sont deux bons exemples.

Ceci étant dit, force est de constater que, sur le terrain, les choses ne sont pas toujours aussi simples. Des initiatives extraordinaires ont vu le jour, mais il y a encore de la place pour maximiser la synergie entre tous les acteurs.

Pour répondre aux questions 5.5.1, 5.5.2 et 5.5.3, nous pensons effectivement que les Carrefour jeunesse emploi peuvent jouer un rôle de premier plan pour favoriser le retour en formation des 15-19 ans.

Nés en 1995 et déployés dans toutes les régions du Québec, les 110 CJE ont été spécialement pensés pour les jeunes adultes, afin de répondre à leurs besoins d'intégration à la communauté par le biais de l'insertion sociale et économique.

Avec le temps, ils ont développé une multitude de stratégies et de projets innovateurs pour soutenir et accompagner les jeunes de toutes conditions [IDÉO, Jeunes en action, Équité, École de l'argent, entrepreneuriat jeunesse, coopératives jeunesse, plateaux de travail, voyages humanitaires, etc.].

Les CJE sont particulièrement préoccupés par la réussite scolaire des jeunes, convaincus qu'une formation qualifiante est le meilleur moyen de trouver et de garder des emplois durables et de qualité.

#### **Des moyens pour optimiser la contribution des acteurs du milieu communautaire?**

Pour nous, cela doit passer par la reconnaissance officielle de notre apport à la réinsertion scolaire, reconnaissance appuyée par un engagement formel du ministère de l'Éducation autant que des commissions scolaires et des écoles. Sans cette reconnaissance, il est souvent difficile de se faire ouvrir les portes de l'école.

Le Secrétariat à la jeunesse pourrait aussi faire sa part en adoptant une stratégie de communication qui mettrait en valeur le rôle particulier des CJE dans la réinsertion scolaire.

Compte-tenu de leur accessibilité et de leur crédibilité auprès des jeunes, il est intéressant de miser davantage sur les CJE pour le retour en formation des 15-19 ans. En contrepartie, il faut nous donner les moyens nécessaires pour soutenir notre pleine participation aux objectifs visés.

À notre avis, il faut envisager un financement complémentaire pour assurer un déploiement du mandat de réinsertion scolaire dans chacun des territoires :

- Chaque CJE devrait être encouragé et soutenu pour mettre en place et développer des plans d'action concertés en matière de réinsertion scolaire ;
- Dans le cadre de la mesure IDEO, le ministère de l'Éducation pourrait soutenir financièrement des projets innovateurs, issus des démarches entreprises par les jeunes, et mettre un budget à la disposition des CJE ;
- Le ministère de l'Éducation pourrait aussi financer des activités d'orientation scolaire dans les CJE, par exemple des postes de CO. Il ne faudrait cependant pas que cela se fasse au détriment du milieu scolaire lui-même. Le communautaire ne doit pas remplacer le scolaire, mais bien le compléter.

Au-delà des moyens financiers, même s'ils sont essentiels, il faut s'assurer que tous les acteurs travaillent à mettre en place des passerelles de référence et d'accompagnement afin que les jeunes en processus d'abandon, ou qui ont abandonné, soient référés et accompagnés par leur CJE.

Un autre aspect du développement d'une véritable synergie est l'importance d'accorder nos discours. À cet égard, nous sommes inquiets de la nouvelle politique de réemploi rapide mise de l'avant par Emploi-Québec. Elle encourage et subventionne de plus en plus des formations de courte durée, de type AEP (attestations d'études professionnelles), pour favoriser le chemin le plus court vers l'emploi. Du même coup, l'accessibilité à la mesure de formation (MFOR) est de plus en plus limitée.

Ces formations ne permettent pas toujours l'acquisition de compétences transférables. Les jeunes ne disposent alors que d'un nombre restreint de compétences. Ils sont ainsi moins polyvalents sur le marché du travail et leur accès à des emplois est donc réduit. Nous pensons qu'il faut offrir aux jeunes une formation de base qui leur ouvre le plus de portes possibles. Leur avenir en dépend!

De leur côté, les entreprises doivent respecter le statut d'étudiant de leurs jeunes travailleurs afin de favoriser la persévérance et la réussite scolaire. À ce propos, le projet Équi T-É, lancé par le PREL (Partenaires pour la réussite éducative des jeunes des Laurentides), propose une démarche pour sensibiliser la population aux enjeux de la conciliation travail-études pour les jeunes.

Il s'agit d'un projet innovateur qui met de l'avant la relation privilégiée entre l'employeur et son employé-élève et qui place l'employeur dans un rôle de mentor quant à la réussite éducative. Équi T-É est un des rares projets qui mobilise tous les acteurs pouvant intervenir au niveau de la persévérance scolaire, soit les élèves, le milieu scolaire, les employeurs, les parents et la communauté.

En conclusion, nous croyons que le discours sur l'importance de la formation qualifiante doit être porté et soutenu par tous les acteurs du milieu communautaire, du milieu de l'éducation et du marché du travail.

### **Miser davantage sur les organismes communautaires pour offrir d'autres voies d'apprentissage aux jeunes de moins de 20 ans?**

Depuis plus de 30 ans, les organismes communautaires, particulièrement ceux du secteur du développement de la main d'œuvre, ont développé toutes sortes de voies d'apprentissage adaptées aux personnes qui ont des difficultés d'insertion en emploi. Malheureusement, leur travail est très mal connu.

Un article du Devoir paru le 19 novembre 2011 citait justement les propos de la directrice de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO), Madame Mylène Leduc. *«Quand il est question de formation au Québec, on parle de celle qui se donne en milieu de travail ou dans le réseau de l'éducation, mais on traite peu de celle qui est offerte dans le milieu communautaire aux personnes qui sont éloignées du marché de l'emploi.»*



Pourtant, si on donne une définition large de la formation qualifiante, soit l'acquisition de connaissances et de compétences, les programmes développés dans le milieu communautaire répondent pleinement à l'objectif visé.

Nous pensons, entre autres, aux plateaux de travail des CJE, à la préparation en vue d'un retour aux études (révision de notions scolaires, préparation au TDG), à la formation non traditionnelle pour les femmes dans les organismes féminins d'employabilité, aux entreprises d'insertion, etc. Et ce ne sont que quelques exemples...

Élaborée en relation étroite avec les entreprises, ces formations correspondent bien aux besoins des gens, jeunes et moins jeunes. Pour illustrer cette façon de procéder, citons à nouveau la directrice de la COCDMO: *«Le service d'entretien et d'insertion Pro-Prêt situé dans Rosemont-La-Petite-Patrie a formé des personnes immigrantes de deuxième génération qui n'avaient pas de qualifications en tant que telles; on a donc créé un programme adapté de femmes de chambre dans les grands hôtels montréalais, en privilégiant une approche globale de formation».*

Pour consulter des études portant sur l'éducation aux adultes, on peut s'adresser au CDEACF (Centre de documentation sur l'éducation aux adultes et la condition féminine) : <http://cdeacf.ca/>

Enfin, pour répondre directement à la question, nous croyons effectivement qu'il faut miser davantage sur les organismes communautaires pour offrir d'autres voies d'apprentissage aux jeunes de moins de 20 ans.

Comme pour le retour en formation, il d'abord reconnaître officiellement le travail qui se fait, puis donner des moyens sérieux pour atteindre les objectifs visés. Encore là, il faut accentuer la complémentarité entre les acteurs du milieu communautaire, du milieu de l'éducation et du marché du travail. Il faut pratiquement imposer la concertation.

Le communautaire et le scolaire aurait avantage à s'associer plus étroitement afin de créer une continuité ou une passerelle entre, par exemple, une entreprise d'insertion et un centre de formation professionnelle en vue d'une diplomation (Ex : Formétal et DEP soudure). D'autres outils pourraient être mis en commun, comme la RAC (reconnaissance des acquis et des compétences) ou le PAMT (programme d'apprentissage en milieu de travail).

Comme on peut l'imaginer, les possibilités sont infinies. Faudrait-il envisager la mise sur pied d'un comité spécial pour faire des propositions concrètes au gouvernement?